

[Texte]

Mr. Lawrence: Well, mark down the Official Opposition. I am sure all of the opposition has been quite opposed to the lifting of that moratorium.

I want to get onto another subject, the prosecution of war criminals. One of your first public utterances when you took office was a commitment—not giving your own opinion whatsoever, but a commitment—on behalf of the government that you were going to do something about war criminals in Canada. That was well over a year ago. Nothing much has been done except it has been referred to a three-man cabinet committee. I understand the three-man cabinet committee has received a report from the officials. What are you, what is the government, what is the three-man committee doing about war criminals in Canada?

Mr. Kaplan: The committee remains in existence. The form of the paper I do not know. It is not in a final form. It was presented to a cabinet committee and sent back for more work to be done on it. It is under the responsibility of my colleague the Minister of Justice, whose estimates also come before this committee, and he could be asked if it is possible to answer those questions.

But on my own responsibility, in connection with my mandate over the RCMP, I have made two important trips, one to West Germany, where I spent a day with the war crimes prosecutor in Stuttgart and invited him to Canada for a meeting with the RCMP. He came. He met with senior officials in the Department of Justice and with, I believe, one member of the RCMP. We have discussed with him the possibility of West Germany seeking the extradition of individuals in Canada over whom they could claim jurisdiction for the commission of war crimes—and West Germany, I understand, claims jurisdiction on a number of headings: the crime committed within their borders or within countries they occupied during the war, the nationality of the victim, the nationality of an accused. I am hopeful that this office of the prosecutor in West Germany will seek extradition of the individuals who are in Canada on the basis of the demonstration that has been given by the government, with assurances from my colleague, the Minister of Justice, that we are prepared to support extradition in proper cases.

I visited The Hague with my deputy and had a day's meeting with the Minister of Justice of Holland, with his deputy, and we obtained from them a list of names of individuals who have been convicted of war crimes in Holland and who are at large. That list is now in the hands of the RCMP, and the RCMP is looking to see if any of these individuals are present in Canada, to assist the Government of Holland in considering the possibility of extradition.

These two countries are the only two with whom this liaison has been established, and as yet I am not in a position to indicate that any of the individuals on the missing war crimi-

[Traduction]

M. Lawrence: Eh bien, je vous demande de tenir compte de l'opposition officielle. Je suis en effet persuadé que l'opposition s'oppose à la levée de ce moratoire.

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet, à savoir, les poursuites contre les criminels de guerre. En effet, peu après être entré en fonction, vous vous êtes engagé publiquement... vous ne vous êtes pas contenté de donner uniquement une opinion, mais vous vous êtes bien engagé... au nom du gouvernement à prendre des mesures contre les criminels de guerre résidant au Canada. Il y a maintenant plus d'un an de cela. Tout ce qui a été fait jusqu'à maintenant a été de renvoyer la question à un comité du Cabinet composé de trois personnes. J'ai appris que ce comité avait reçu un rapport émanant de fonctionnaires. Que faites-vous, que fait le gouvernement et que fait ce comité à cet égard?

M. Kaplan: Ce comité existe toujours. Je ne connais pas la nature de ce rapport auquel vous avez fait allusion. Tout ce que je sais, c'est qu'il n'existe pas encore dans sa forme définitive. Il a été soumis au comité du Cabinet et renvoyé à ses auteurs pour plus ample considération. Il relève de la responsabilité de mon collègue, le ministre de la Justice. Comme ce comité sera saisi du budget de ce ministère, vous pourrez alors lui demander de répondre à ces questions.

Dans le cadre de mes propres responsabilités, en rapport avec mon mandat pour ce qui concerne la GRC, j'ai fait deux voyages importants, l'un en Allemagne de l'Ouest où j'ai passé une journée avec le procureur chargé des crimes de guerre à Stuttgart et je l'ai invité à venir au Canada rencontrer des représentants de la GRC, ce qu'il a fait. Il a rencontré des hauts fonctionnaires du ministère de la Justice de même que, il me semble, un représentant de la GRC. Nous avons discuté avec lui de la possibilité pour l'Allemagne de l'Ouest d'essayer d'obtenir l'extradition de personnes vivant au Canada et qui tomberaient sous leur compétence pour avoir commis des crimes de guerre. Si je comprends bien, l'Allemagne de l'Ouest revendique cette compétence sur plusieurs plans: les crimes commis à l'intérieur de ses frontières ou des pays qu'il occupait pendant la guerre, la nationalité de la victime ainsi que la nationalité de l'accusé. J'ai bon espoir que le bureau du procureur de l'Allemagne de l'Ouest fera tout son possible pour obtenir l'extradition de personnes vivant maintenant au Canada. Notre gouvernement, et mon collègue, le ministre de la Justice, s'étant montré disposé à appuyer de telles mesures dans les cas où elles s'imposeraient.

Je me suis également rendu à la Haye avec mon adjoint. Nous avons rencontré là-bas le ministre de la Justice de la Hollande et son adjoint qui nous ont fourni une liste de noms de personnes reconnues coupables de crimes de guerre en Hollande mais qui sont toujours en liberté. Cette liste est maintenant entre les mains de la GRC qui cherche à découvrir si certaines de ces personnes résident maintenant au Canada dans un effort pour aider le gouvernement de la Hollande à déterminer les possibilités d'extradition.

Nous n'avons établi des liens qu'avec ces deux pays et je ne suis pas encore en mesure de dire si aucune des personnes dont le nom figure sur la liste hollandaise des criminels de guerre se